

*l'Anti*capitaliste

n°707 | 9 mai 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

NI SUR LES CAMPUS NI AILLEURS



NON À LA CRIMINALISATION

DE LA

SOLIDARITÉ

AVEC LA

PALESTINE

ZOOM

Mayotte. De quoi l'épidémie de choléra est le nom ?

Page 3

INTERNATIONAL

Grande-Bretagne. Pas de frontières, pas de nations, pas de déportations

Page 4

ARGUMENTS

Jeux olympiques. Le sport au service des puissants

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec l'association Hand-moi Tout

Page 8

Édito

Porter une gauche de rupture aux élections européennes

Par **NPA-L'ANTICAPITALISTE**

La campagne des élections européennes se déroule alors que la guerre menée contre le peuple ukrainien par la Russie impérialiste est entrée dans sa troisième année, et que le génocide orchestré par l'État d'Israël à Gaza continue de se dérouler avec la complicité des grandes puissances, à commencer par la France. Pire, dans une séquence d'autoritarisme forcené, Macron et ses lieutenants veulent criminaliser les solidarités.

Les élections européennes seront un reflet des lourds dangers dont ce climat nauséabond est porteur. Alors que la macronie pense trouver de l'oxygène en mettant partiellement en œuvre le programme de l'extrême droite, le RN se contente de tirer profit des mesures mises en place par le pouvoir actuel. Au niveau européen, nul doute que le bloc ultra-réactionnaire, raciste et autoritaire, avec des composantes fascisantes, va franchir une étape à l'occasion de ces élections.

Cela rend d'autant plus urgente et nécessaire une alternative aux politiques capitalistes qui leur ouvrent la voie. À gauche, le projet social-libéral est en train de se réarmer à la faveur de la campagne de Raphaël Glucksmann soutenue par un PS rabiboiché après l'épisode de la Nupes. C'est tout l'inverse dont nous avons besoin : rassembler les anticapitalistes et les antilibéraux dans une gauche de combat qui s'appuie sur les luttes et cherche à les construire, autour d'un programme de rupture. Ces derniers mois, pour contribuer au rassemblement de ces forces, nous avons cherché un accord avec la liste d'Union populaire. Nous regrettons que LFI ait mis en avant les désaccords réels pour refuser de regrouper cette gauche de combat en tirant les conséquences de l'échec de la Nupes. Dans un contexte où la solidarité avec la Palestine subit une répression de la part du pouvoir (notamment Mathilde Panot et Rima Hassan), notre camp social a intérêt à ce que la liste conduite par Manon Aubry — la mieux placée pour réunir à une large échelle les suffrages exprimant la volonté d'en découdre avec le système — fasse le plus de voix possible. Nous appelons à voter pour la liste conduite par Manon Aubry et, là où les conditions sont réunies, en menant des actions de campagne communes.

En toute indépendance, le NPA-l'Anticapitaliste défendra ses positions en faveur d'une Europe des travailleurEs et des peuples, contre tous les impérialismes, pour la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des banques et des grandes entreprises de l'énergie, pour une transition écologique rompant avec le capitalisme et le productivisme, et une harmonisation vers le haut des droits sociaux européens.

Bien dit

Guillaume Meurice, c'est l'inverse de Zemmour qui est condamné par la justice mais soutenu par sa chaîne.

L'humoriste DJAMIL LE SHLAG, France Inter, « le Grand dimanche soir » du 5 mai 2024, qui ajoute : « À qui pensez-vous faire peur avec vos menaces de mise à pied ? Je suis un arabe en France, j'ai toujours été menacé d'être viré... »

À la Une

NI SUR LES CAMPUS NI AILLEURS

Non à la criminalisation de la solidarité avec la Palestine

Depuis plus de deux semaines, une vague sans précédent de soutiens à la Palestine se manifeste dans les universités américaines. Comme iels l'ont fait pour le Vietnam, les étudiantEs de Columbia, de UCLA (université de Californie à Los Angeles), de l'université du Texas et de bien d'autres ont monté des campements sur leur campus pour dénoncer le génocide en cours et exiger la fin des partenariats de leurs universités avec des entreprises liées à Israël dans ce massacre.

l'opinion publique sur le risque génocidaire.

L'affaire de tous !

Alors qu'une nouvelle attaque israélienne se prépare sur Rafah, où près d'1,5 million de PalestinienNEs se sont réfugiéEs, que le bilan après sept mois de massacres fait état plus de 35 000 mortEs, que la famine imposée par Israël fait rage chez les GazaouiEs, que la colonisation s'amplifie en Cisjordanie, il est chaque jour plus urgent de faire entendre la voix des PalestinienNEs, de faire cesser les partenariats de nos universités pour participer au BDS et d'exiger un cessez-le-feu ainsi que la fin de la colonisation et de l'apartheid.

C'est la rentrée pour de nombreux lycées de France — mais les partiels pour nombre d'étudiantEs — et la jeunesse a montré qu'elle ne veut pas laisser le monde, et en particulier les PalestinienNEs, au bord de l'abîme et qu'elle ne se taiera pas. Nos actions menées pour amplifier la mobilisation pour les droits des PalestinienNEs, pour résister à la répression partout dans le monde ne s'arrêteront pas ! C'est l'affaire de toutes et tous ! Le 15 mai à l'appel de CUCCP (Coordination universitaire pour commémorer la Nakba, et le 18 mai prochain — et peut-être avant pour défendre Rafah —, il nous faudra être toujours plus nombreuxEs, jeunes et moins jeunes, dans la rue, contre la guerre, pour les droits des PalestinienNEs !

Jeunesses anticapitalistes

Une méthode qui porte ses fruits puisque l'Université Brown a par exemple accepté de soumettre au vote du conseil d'administration un éventuel désinvestissement des sociétés participant au génocide en échange du démantèlement du campement.

La répression face à cette mobilisation des étudiantEs est à la hauteur du soutien étatsunien à Israël : violences policières, interpellation de plus de 2000 étudiantEs, avec plusieurs étudiantEs hospitaliséEs et des accusations d'antisémitisme et d'apologie du terrorisme. En effet, les États-Unis sont le principal soutien d'Israël, financièrement par l'envoi de capitaux et d'armes, ou à l'ONU, en mettant systématiquement leur veto contre les sanctions envers Israël.

Maintenir la pression sur Israël et ses soutiens

Cette vague de mobilisations étudiantes est une source d'inspiration en Australie, au Canada et en Europe. En France, plusieurs blocages ont été organisés et s'organisent depuis que Sciences-Po Paris a ouvert la voie le 24 avril. D'autres instituts d'études politiques et universités en France se sont mobilisés. Les étudiantEs sont conscientEs de la gravité des agissements

génocidaires du gouvernement israélien et se mobilisent pour soutenir les PalestinienNEs. Ils mettent notamment en pratique les revendications du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), en demandant la fin des partenariats des universités avec les entreprises qui soutiennent Israël.

Répression et censure

Ici comme là-bas, la répression est importante, les CRS sont entrés pour la première fois à Sciences-Po, ont violenté et interpellé plusieurs étudiantEs. Les convocations des étudiantEs par l'administration ou les enquête pour apologie du terrorisme sont

employées pour intimider, censurer, faire taire le mouvement de solidarité avec la Palestine. La couverture médiatique, paternaliste et coloniale, favorable au gouvernement israélien empêche l'expression de la voix palestinienne chez les étudiantEs. Malgré la quantité d'informations sur cette situation permettant de parler de « risque génocidaire », comme le fait la Cour internationale de Justice. Malgré le nombre de témoignages d'humanitaires présentEs et de PalestinienNEs. Pourtant, les occupations étudiantes contribuent à construire le rapport de forces et à maintenir l'attention de



La honte à ce pouvoir qui fait la guerre aux mineurEs isoléEs !

À Paris, le 1^{er} Mai, journée de solidarité internationale des travailleurs et travailleuses, les jeunes de Belleville, avec la CSP75 (Coordination 75 des Sans-Papiers), le Collectif Paris 20^e solidaire avec toutEs les migrantEs, étaient dans la rue pour résister ensemble aux politiques discriminantes qui les laissent à la rue. Les jeunes occupent la Maison des métallos depuis le 6 avril !

© MARCHÉ DES SOLIDARITÉS

USA La remise des diplômes ne couvre pas la voix des étudiantEs mobilisés pour la Palestine

Au milieu d'attaques violentes, les manifestations pro-palestiniennes se poursuivent et perturbent les cérémonies de remise des diplômes.

Lors de la cérémonie de remise des diplômes de l'université du Michigan, le 4 mai, par une belle journée de printemps, 62 000 personnes, amiEs et membres de la famille, se sont rassemblées pour assister à la remise des diplômes à 8 500 étudiantEs de premier cycle et 6 622 diplômés. Au début de la cérémonie, une cinquantaine de diplômés, portant des keffieh et des drapeaux palestiniens, ont scandé : « Publiez, désinvestissez ! Nous ne nous arrêterons pas, nous ne nous reposerons pas. »

De nombreuses remises de diplômes ne se dérouleront pas normalement cette année. À l'université de l'Indiana, certains étudiantEs ont quitté la cérémonie. L'université de Californie du Sud a déplacé sa cérémonie de remise des diplômes hors du campus, au Los Angeles Memorial Coliseum. D'autres manifestations de diplômés sont attendues ce mois-ci.

Le mouvement des campus s'étend

Au cours de la semaine écoulée, le mouvement de soutien à la Palestine s'est étendu à 43 campus universitaires dans 25 États. C'est la plus importante mobilisation de ce type depuis des décennies. Ces manifestations, souvent initiées par des étudiantEs palestiniens, ont été soutenues par des juifs progressistes et bien d'autres.

Sur la plupart des campus, les étudiantEs demandent à leurs universités de désinvestir les entreprises israéliennes, en particulier celles qui produisent du matériel militaire, de rompre les liens avec les institutions israéliennes et de soutenir un cessez-le-feu. Ils ont installé des campements appelant à la solidarité avec la Palestine et, dans l'ensemble, leurs manifestations ont été pacifiques, n'ont pas perturbé la routine du campus et n'ont pas menacé les autres étudiantEs. Bien qu'antisémites, ces actions n'étaient pas antisémites, même si certaines interventions ont pu apparaître ambiguës voire relever d'un certain antisémitisme.

De nombreux administrateurs d'université, sous la pression des politiciens et de leurs donateurs, ont fait appel à la police, ce qui a conduit à quelque 2 300 arrestations dans tout le pays. À l'université de Columbia, où le mouvement a commencé, 112 personnes ont été arrêtées ; à l'université du Texas à Austin, 135 ; à l'université de l'État de New York à New Paltz, 130 ; à l'université Washington à St. Louis, Missouri, 100 ; et à Northeastern, Boston, 98.

200 personnes arrêtées à UCLA

À l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), où des contre-manifestants violents ont attaqué le camp pro-palestinien, quelque 200 personnes ont été



arrêtées. La mère d'un étudiant, qui s'était rendue à l'UCLA pour être avec son fils, a décrit la scène dans un courriel que nous avons reçu.

« La "contre-manifestation" était en fait un rassemblement commun de sionistes enragés et de suprémacistes blancs, au nombre de 2 000. Ensuite, pendant trois nuits, des bandes d'hommes sionistes et leurs alliés des Proud Boys (un groupe fasciste violent) ont attaqué les manifestants toute la nuit, avec de la musique à plein tube, des lumières éblouissantes, des crachats, des épithètes racistes et homophobes, des jets de morceaux de bois et de tuyaux métalliques, des jets de gaz et de bombes lacrymogènes. Les flics étaient là. Juste là. Et ils n'ont rien fait. Quelques dizaines de jeunes ont été hospitalisés. L'administration s'est servie de ces attaques comme d'une excuse pour évacuer la campe-ment », a écrit la mère. « Je suis très fière de mes enfants et des dizaines de milliers de personnes

qui ont manifesté et des 200 qui ont été arrêtées. Ce n'est pas fini. Palestine libre, libre ! »

Biden ne plie pas

Tous les administrateurs d'université n'ont pas fait appel à la police. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que leur travail consistait à protéger la liberté d'expression et à maintenir un campus où elle pouvait avoir lieu. Ils ont négocié avec les étudiantEs, acceptant généralement que leurs revendications soient présentées au conseil d'administration de l'établissement, notamment à Vassar (New York), à l'université Brown (Rhode Island), à l'université Northwestern (Illinois), à l'Evergreen State College (Olympia, Washington), à l'université Rutgers (New Brunswick) (New Jersey) et à l'université du Minnesota (Minneapolis).

Le président Biden s'est prononcé sur les manifestations. « D'abord, il y a le droit à la liberté d'expression et celui de se rassembler pacifiquement et de faire entendre sa voix. Ensuite, il y a le respect de la loi. Les deux doivent être respectés. » Mais Biden a aussi déclaré que les manifestations ne changeraient pas sa position. Les étudiantEs affirment qu'ils qu'ils poursuivront leurs mobilisations. Mais après la remise des diplômes, les campus se videront. Si le mouvement doit se poursuivre, les étudiantEs, désormais hors du campus, auront besoin de nouvelles stratégies.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

No comment

On peut parfaitement être opposé à l'immigration massive et dérégulée, sans être raciste

MARINE LE PEN, BFMTV, le 6 mai 2024, reçue par Apolline de Malherbe

Agenda

Mardi 14 mai, soirée anti-impérialiste, Montreuil. À 18 h 30, à l'AERI, 57, rue Étienne-Marcel à Montreuil. Prises de parole, débats, musique... Organisée par Ensemble!, NPA et Rejoignons-nous.

24-25-26 mai, Stop Greendock - Les Soulèvements de la Terre contre l'entrepôt logistique géant sur le port de Gennevilliers.

Samedi 25 mai, hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11 h, place des Fêtes : rassemblement festif, concerts, animations. À 14 h 30, départ du cortège en direction du cimetière du Père-Lachaise.

Samedi 1^{er} juin, réunion publique du NPA sur Lénine, Orléans. Avec Guillaume Fondu, auteur de *Que faire de Lénine ?* aux Éditions Critiques. À 14 h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Au Village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate. Accueil le samedi 24 août à partir de 14 h, départ le jeudi 29 après le petit-déjeuner.

Le choléra est une maladie des eaux souillées par des selles infectées, qui causent diarrhée et déshydratation parfois mortelle. Des mesures d'hygiène simple peuvent éviter sa propagation, et un traitement rapide ses complications. Voilà pour la théorie. Car dans la pratique c'est toujours sur fond de grande précarité économique et sanitaire, de difficultés d'accès à l'eau potable, de systèmes de solidarité effondrés par la guerre ou la misère que le choléra se développe, comme à Haïti ou au Yémen. Sans oublier le rôle du réchauffement climatique, entre inondations qui contaminent les points d'eau et sécheresses qui concentrent les populations les plus fragiles. Un vaccin existe, mais faute d'investissements, il est partout dans le monde en pénurie alors que le nombre de cas et le nombre de pays touchés explosent dans le monde.

Crise coloniale, sociale et migratoire

À Mayotte, le développement du choléra est au croisement de la crise sociale et coloniale de l'eau et de la crise migratoire. L'épidémie est arrivée à Mayotte via des immigrés des Comores, où le choléra a déjà fait plus de 60 morts. Ces sans-papiers, parqués dans des bidonvilles sans sanitaires et sans eau potable, sont traqués par la police de Darmanin qui multiplie les contrôles autour des points d'eau et des structures de santé, privant les migrantEs illégaux d'accès à une eau non souillée et aux soins rapides, ce qui favorise la diffusion. Face au refus de la puissance coloniale française d'investir dans le système de santé, une partie de la population mahoraise interdit physiquement aux ComorienNEs l'accès aux centres de santé. Croyant défendre leur santé en excluant celle des autres, ils ne font que faciliter l'explosion du choléra. MahoraisEs

MAYOTTE De quoi l'épidémie de choléra est le nom ?

Mayotte, 101^e département français, enregistre 37 cas de choléra au 1^{er} mai. Entre crise majeure de l'accès à l'eau potable, extrême précarité, système de santé effondré, et une police qui multiplie la chasse aux sans-papiers comoriens autour des points d'eau et des rares structures sanitaires, tout concourt à l'émergence d'une épidémie massive de choléra.

ou ComorienNEs illégaux sont dans le même bateau face au choléra. Darmanin doit retirer sa police. L'État français doit garantir l'égalité des droits aux MahoraisEs et aux sans-papiers, notamment en matière de santé et d'accès à l'eau potable.

Santé et droits sociaux oubliés

À Mayotte, la crise de l'eau vient de loin. 30% des logements sont sans eau courante, 60% sont dépourvus de confort sanitaire de base ! Mayotte n'intéresse l'État français que parce qu'il lui permet de contrôler un large espace maritime dans l'océan Indien. Mais le colonialisme n'a que faire de la santé et des droits sociaux des populations. Depuis septembre 2023, les 300 000 habitantEs de l'île sont privés d'eau du robinet deux jours sur trois, sur fond de modification du climat, avec 40% de précipitations en moins par rapport à une année normale. Sur l'île, l'eau potable vient à 80% de l'eau de pluie stockée dans deux retenues collinaires. Ces deux bassins sont quasiment vides. Pourtant depuis 2009, la construction d'une troisième retenue d'eau, qui aurait doublé les capacités de stockage, est en discussion. Une enquête de Blast montre qu'elle est au point mort

depuis 15 ans ! Le terrain appartient à une grande famille mahoraise, les Bamana, que l'État français veut d'autant moins exproprier que cette famille a été le fer de lance du rattachement de Mayotte à la France ! Intérêts coloniaux et des grands propriétaires se rejoignent.

Informé, isolé et traité

Vaincre le choléra à Mayotte ne se fera pas contre les sans-papiers et les plus pauvres, mais bien avec eux. Darmanin doit retirer sa police de l'opération « Place nette ». Elle doit être remplacée, comme à Haïti qui a vaincu l'épidémie de choléra, par des équipes mobiles d'urgence de travailleurEs de santé communautaire pour mobiliser les populations les plus fragiles, souvent sans-papiers, pour informer, dépister, isoler et traiter rapidement les cas de choléra. Comme le soulignent l'Unicef, la Cimade, la Fondation Abbé-Pierre et Médecins du Monde, « les mesures sécuritaires sont incompatibles avec la lutte contre le choléra ». Elles exigent « liberté de circulation, droit au logement, accès à l'éducation, la santé et un environnement sain ». Tout l'opposé de la politique néocoloniale et policière de la France.
Frank Prouhet



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉQUATEUR Le plébiscite de Noboa : victoire ou échec ?

L'opération « Consultation-Plébiscite » organisée le dimanche 21 avril par le président équatorien de droite Daniel Noboa, quelques mois après son installation au pouvoir en novembre 2023, n'a pas atteint son objectif.

Pour Noboa, il s'agissait d'obtenir un oui « franc et massif » aux 11 questions posées à la population équatorienne (dont 5 questions-amendements à la Constitution) et, sur la base de cette victoire politique, de s'engager dans la marche à sa réélection en 2025.

Un échec de Noboa, un succès populaire

Si le « oui » s'est imposé sur 9 questions relatives à la sécurité et à la violence, et donc à la militarisation du pays, c'est par un « non » net et clair que la population a répondu aux deux questions relatives aux choix économiques du pays et au droit du travail. Ainsi, le recours aux règles de l'arbitrage international en cas de litige du pays avec les transnationales minières ou pétrolières expertes en cette matière et le retour aux contrats temporaires de travail et au paiement à l'heure ont été refusés. En cela résidait une partie de la manipulation de cette « Consulta popular » : faire cautionner la politique économique et sociale néolibérale aggravée, concentrée dans ces deux questions, noyées au milieu des autres questions sur la sécurité.

Noboa a beau proclamer sa victoire, il a subi un vrai revers pour sa politique économique et sociale néolibérale agressive en faveur de laquelle il s'est engagé dès le début de son mandat auprès du FMI et lors de son déplacement au Canada dans l'assemblée annuelle des principaux investisseurs miniers du monde, pour « réaliser enfin le destin minier de l'Équateur ». À juste titre, les forces très diverses du camp populaire qui ont fait campagne pour le « non » peuvent célébrer cela comme un succès.

Un succès de la manipulation pour Noboa

Cependant, Noboa réussit à asseoir institutionnellement « la militarisation » de la vie quotidienne politique et sociale, ce que, avec la déclaration de « Conflit armé interne » en janvier 2024 et la « déclaration de l'état d'urgence », son gouvernement a mis en place sous prétexte de lutte contre le narcotrafic... En déclarant ainsi la guerre au narcotrafic et à 22 de ses principales bandes armées, il a créé cet état de choc dans la société équatorienne et semblé apporter une réponse aux légitimes inquiétudes populaires, mais aussi une atmosphère de peur et d'insécurité est diffusée, favorisant un climat d'aspiration à l'ordre, de dépendance de la force armée et le besoin d'un sauveur. Malgré le mécontentement provoqué par les mesures sociales d'austérité, il conserve encore 50 % d'opinions favorables et bien sûr le contrôle de l'appareil d'État et l'appui du bloc de la puissance oligarchique.

Une situation tendue et incertaine

Le mouvement populaire organisé sous des formes diverses a exprimé son refus de mesures politiques extractivistes néolibérales prédatrices (voir les soulèvements d'octobre 2019 et de juin 2022 ainsi que les votes négatifs à d'anciennes consultations) par cette majorité de « non » sur deux questions le dimanche 21 avril. À partir du succès des « non », le mouvement populaire doit maintenant partir à la conquête d'une unité plus étroite en unifiant sa solidarité avec les mouvements de résistance contre la politique du gouvernement Noboa et en mettant en discussion une alternative économique, sociale et politique face aux plans néolibéraux. Dans ce cadre, l'appel international à la solidarité lancé par la Conaie et le Frente nacional antiminero doit recevoir l'attention de toutes les forces qui combattent aujourd'hui pour une alternative à la marche accélérée vers le chaos qu'indique l'actualité mondiale...

Correspondant

GRANDE-BRETAGNE Pas de frontières, pas de nations, pas de déportations

Lors d'une grande manifestation de solidarité à l'occasion du 1^{er} Mai, plusieurs centaines de manifestantEs à Peckham, dans le sud de Londres, ont réussi à bloquer le transfert d'un autocar de demandeurEs d'asile vers la péniche prison, le Bibby Stockholm.



Des manifestantEs antiracistes bloquent un car de réfugiés à destination de la prison Bibby Stockholm, à Peckham au sud de Londres en Grande-Bretagne. JEWISH SOCIALIST/TWITTER

Cette péniche, où un Albanais s'est donné la mort en décembre dernier et où l'on pense que des victimes de tortures sont retenues, devrait servir d'étape vers le Rwanda, même si l'on sait que les vols ne sont pas encore prêts à être utilisés.

Cette rafle a eu lieu moins d'une semaine après que la tristement célèbre loi sur le Rwanda des conservateurs a finalement reçu la sanction royale le 25 avril, après que les tentatives de la Chambre des Lords d'édulcorer le projet de loi se soient finalement essouffées. Fait peut-être plus révélateur encore, elle est intervenue la veille de nombreuses élections locales et municipales en Angleterre (il n'y a pas eu d'élections en Écosse le 2 mai et, au Pays de Galles, seulement des élections pour les commissaires de police et les commissaires à la criminalité). Le Premier ministre conservateur, Rishi Sunak, était déterminé à tenter d'endiguer l'hémorragie des soutiens qui s'était emparée de son gouvernement en échec chronique, en focalisant les esprits sur sa position résolument anti-immigration.

Mise en œuvre anticipée du Rwanda Act

Le dimanche 27 avril, le gouvernement a annoncé que le ministre de l'Intérieur lancerait « une opération majeure de détention des demandeurs d'asile à travers le Royaume-Uni en préparation de

leur expulsion vers le Rwanda », quelques semaines avant qu'il ne soit prévu d'agir. Bien que les descentes antimigrants fassent partie de l'« environnement hostile » des États britanniques bien avant l'adoption de la loi sur le Rwanda, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une escalade et qu'elle s'est déroulée en tenant compte du calendrier électoral. Les militantEs ont également reçu des informations selon lesquelles certains demandeurEs d'asile recevaient des avis mentionnant un possible renvoi au Rwanda. Les activistes ont réagi rapidement grâce aux réseaux existants, principalement construits

dans le sillage du mouvement Black Lives Matter et de la lutte contre le projet de loi répressif sur la police. Des stands ont été organisés près des centres d'immigration afin d'atteindre le plus grand nombre possible de demandeurEs d'asile et de les informer, dans différentes langues, que malgré les récents changements juridiques, ils ont encore certains droits. Dans le même temps, des messages ont été largement diffusés sur les réseaux sociaux afin d'alerter un plus grand nombre de personnes sur le fait qu'elles pourraient être appelées à court terme pour bloquer une expulsion.

Pendant sept heures, les manifestantEs ont bloqué la route devant l'hôtel où les demandeurEs d'asile sont actuellement logés, et des appels à la mobilisation ont été lancés tout au long de la journée. À 15 heures, le car est finalement parti, vide. 45 militantEs ont été arrêtés. Entre-temps, les militantEs de Portland Dorset, où la péniche est amarrée, surveillent de près l'arrivée de nouveaux arrivantEs.

Mobilisations à amplifier

Si le 1^{er} Mai a été une victoire pour la solidarité internationale, le vendredi 3 mai, au moins deux autres rafles ont en revanche pu avoir lieu dans différentes parties de Londres — à Hounslow et à Croydon. Dans le premier cas, le car a été retardé pendant un certain temps par des militantEs, mais ceux-ci n'ont pas pu empêcher que des personnes soient emmenées. Difficile de savoir ce qui s'est passé à Croydon, de trouver d'autres informations après l'appel initial, mais il ne fait aucun doute que les appels à l'action dans les rues se multiplieront dans les semaines à venir.

C'est à cela que ressemble la solidarité, alors que ceux qui fuient la destruction de leurs maisons par le capitalisme sont soumis à de nouveaux traitements inhumains. Terry Conway

TURQUIE Le 1^{er} Mai à Istanbul

En Turquie, les célébrations du 1^{er} Mai à Istanbul sont l'objet de débats virant en affrontements violents. Depuis des années, les syndicats de gauche et les socialistes soutiennent que les célébrations du 1^{er} Mai devraient avoir lieu place Taksim, tandis que le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et fermé la place aux célébrations du 1^{er} Mai.

Cette tension a une raison historique. Le 1^{er} Mai 1977, lors des rassemblements organisés par la Confédération syndicale de gauche DİSK, un massacre a eu lieu, dont l'origine n'est toujours pas claire : des inconnus ont ouvert le feu sur les masses de la place Taksim depuis les toits des bâtiments voisins, causant la mort de 36 personnes. Cette provocation est considérée comme l'une des premières étapes de la planification du processus menant au coup d'État militaire de 1980.

Massacre de 1977

Depuis 1977, les célébrations du 1^{er} Mai à Taksim ont été interdites. En 2007, après que les syndicats ont annoncé qu'ils se rassembleraient à nouveau à Taksim pour le 30^e anniversaire du massacre de 1977, le gouvernement a lancé une attaque sévère contre les travailleurEs en fermant toutes les rues avec des barrières. Une situation similaire le 1^{er} Mai 2008, avec des centaines d'arrestations et de blessés. En 2009, le gouvernement a d'abord annoncé qu'il autoriserait un nombre limité de personnes à entrer sur la place Taksim, mais lorsque les barrages ont été démolis par les manifestantEs, bien plus de personnes que le gouvernement ne l'avait prévu ont pu entrer

sur la place. En 2010, le 1^{er} Mai a été déclaré jour férié par le gouvernement, et la place Taksim a été ouverte pour les célébrations du 1^{er} Mai jusqu'en 2013, date à laquelle elle a été fermée à nouveau sous prétexte de travaux. Depuis, la place Taksim est interdite aux célébrations du 1^{er} Mai.

Un 1^{er} Mai sous l'égide du CHP

2024 ne fait exception pas à la règle. Tout d'abord, les syndicats de gauche DİSK et KESK ont annoncé qu'ils célébreraient le 1^{er} Mai sur la place Taksim, puis le bureau du gouverneur et le ministère ont annoncé dans diverses déclarations que la place était fermée. Cette année, le 1^{er} Mai avait également lieu après la victoire du principal parti d'opposition, le CHP, aux élections locales de la fin mars. La bureaucratie syndicale a commencé à soutenir le CHP. Afin d'exclure les autres secteurs de la gauche, ils n'ont pas annoncé le lieu de leur rassemblement pendant longtemps, puis, très peu de temps avant le 1^{er} Mai, ils ont annoncé qu'ils se regrouperaient devant le bâtiment de la municipalité métropolitaine d'Istanbul et qu'ils marcheraient vers Taksim. Cette annonce révélait déjà que l'intention était en fait de célébrer le 1^{er} Mai sous les auspices du CHP devant le bâtiment de la municipalité.

Interdiction d'aller vers Taksim

La victoire électorale du CHP a également conduit à son émergence en tant qu'acteur hégémonique de l'opposition sociale, et le 1^{er} Mai en est devenu le symbole. Bien que cela n'ait jamais été officiellement annoncé, sous couvert d'une négociation à huis clos avec le bureau du gouverneur, une barricade de dizaines de TOMAs (véhicules blindés équipés de canons à eau) et de milliers de policiers a confiné les participantEs du 1^{er} Mai devant le bâtiment de la municipalité métropolitaine d'Istanbul, les empêchant de marcher jusqu'à Taksim. Ceux qui voulaient défiler ont à nouveau été confrontés à une forte violence policière. Lorsque les affrontements ont commencé, les bureaucraties syndicales ont déclaré que la manifestation était terminée et ont laissé les masses seules face à la violence policière.

Le lendemain, les maisons de 65 personnes qui avaient tenté de marcher vers Taksim ont été perquisitionnées par la police, leurs portes ont été enfoncées, simplement parce que ces personnes voulaient participer aux célébrations du 1^{er} Mai à Taksim. Sur ces 65 personnes, 52 ont été arrêtées.

Metin Feyyaz

À lire sur le site

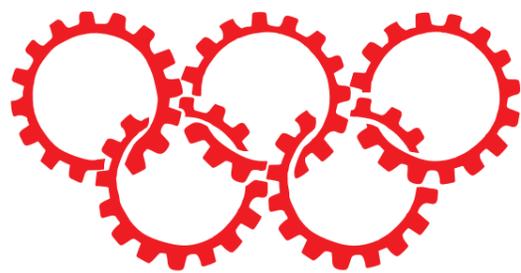


Kanaky : non au dégel du corp électoral !, par Jeff Castel



Le Rwanda supplétif de l'Union européenne en Afrique, par Paul Martial

JEUX OLYMPIQUES



LE SPORT AU SERVICE DES PUISSANTS

Ce 9 mai 2024 marque officiellement le début des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, qui se tiendront du 26 juillet au 11 août, puis du 28 août au 8 septembre. Retour sur des Jeux qui ne sont pas seulement l'occasion de mettre à l'honneur les performances sportives, mais de glorifier le béton, le productivisme et de faire fi des droits sociaux et démocratiques.

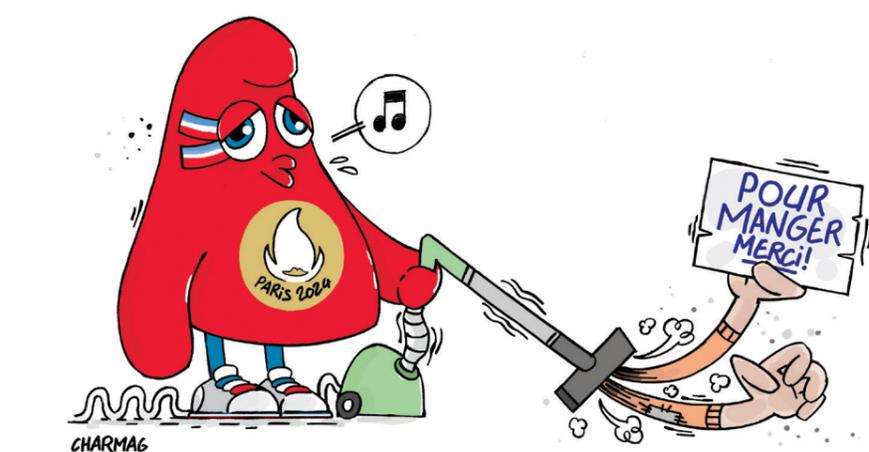
Valeurs de l'olympisme... et du capitalisme!

Le CIO (Comité international olympique) ainsi que le comité d'organisation se gardent bien de rappeler que le rituel du relais de la flamme n'est pas une invention antique. Il s'agit d'une création de toutes pièces du régime hitlérien à l'occasion des Jeux de Garmisch (hiver) et Berlin (été) en 1936.

Ces Jeux de 1936 ont été soutenus sans la moindre critique et avec grand enthousiasme par un CIO (dirigé par Avery Brundage, sympathisant nazi) et un Pierre de Coubertin viscéralement racistes, antisémites et misogynes. De quoi écorner le mythe de Jeux qui auraient eu des valeurs dans le passé, avant d'être dévoyés dans l'ère moderne par l'argent, la publicité et le professionnalisme. En 1968, les Jeux de Mexico, marqués par la manifestation iconique des militants des Black Panthers sur le podium, avaient été précédés une semaine avant leur ouverture par le massacre de 500 étudiantEs par l'armée, sans remettre en cause la tenue de la compétition. Quelle que soit la façon dont les Jeux de Paris se dérouleront (chaotiques ou bien relativement fluides), ils ne seront pas un organe malade sur un corps sain, ils s'inscrivent bien dans un continuum historique, tout en en amplifiant et aggravant les travers.

Trente ans d'événements médiatiques de masse

L'ère moderne des Jeux olympiques commence à Barcelone, en 1992, avec l'ouverture pleine et entière aux athlètes professionnels.



Dès 1996, à Atlanta, c'est l'explosion délirante des budgets publicitaires et marketing (dans la ville de Coca Cola), et des droits télé. Et pour faire place nette, la démolition et l'expulsion de ghettos noirs situés en centre-ville.

En 2004, ce sont les Jeux d'Athènes. Dans une ville chaotique, manquant de transports en commun, et dans un État miné par la corruption politique, les combines mafieuses et l'évasion fiscale, les scandales liés aux chantiers de construction tiennent le haut du pavé. Pour ces chantiers, achevés dans la précipitation quelques semaines avant l'ouverture, aucun plan de reconversion des sites n'était

prévu. De nombreux travailleurs sans-papiers y trouvèrent la mort. Et construits de façon douteuse, ils ont commencé à se fissurer peu de temps après la fin des épreuves, laissant dans la capitale grecque des «éléphants blancs», carcasses de béton toujours à l'abandon vingt ans après. Cette compétition a eu en plus comme conséquence grave de laisser une dette abyssale au pays, qui contribuera grandement à la crise de 2010-2015.

Nettoyage social et oubli des droits démocratiques

En 2008, à Pékin, une sorte de summum du cynisme du CIO est atteint, qui laisse organiser les Jeux dans la plus grande

dictature de la planète. Du fait de l'impossibilité même d'y enquêter, contester ou remettre en cause quoi que ce soit, sous risque de prison ou de mort, peu d'éditions des Jeux olympiques y sont comparables (à part Berlin en 1936 et Moscou en 1980). Les tentatives en Occident de sensibiliser à cette occasion au sort des minorités persécutées (Tibétains, Ouïghours) et des dissidents y sont vite étouffées par la volonté de nos gouvernements de ne pas se fâcher avec la Chine.

En 2012, à Londres, les polémiques et aberrations n'ont pas manqué: des agents d'entretien sous-payés et logés dans des baraquements insalubres, aux

révélations sur l'achat de la compétition auprès du CIO, en passant par le prix des places, ainsi que l'état du réseau de transport, vétuste et saturé (en écho à Paris cette année). Édition marquée aussi un an avant, comme à Paris, par une grande révolte des quartiers populaires de Londres et d'autres villes, à la suite à l'assassinat d'un jeune Noir par la police. Le principal héritage des Jeux de Londres est d'accélérer la gentrification de la ville.

En 2016, à Rio, les autorités ont choisi la manière brutale pour «nettoyer socialement» la ville, en faisant démolir des favelas à coups de bulldozers et de répression sanguinaire par les commandos de la police militaire. Ainsi qu'en augmentant énormément le prix des titres de transport, ce qui provoquera de grandes mobilisations.

Les Jeux olympiques de la surveillance

Cette année, les Jeux de Paris réuniront ces dérives et scandales, tout en les amplifiant. Ainsi, parmi les scandales, les étudiantEs ont été expulsés de leur logement CROUS, des migrants sans-papiers ont été employés sur les chantiers, les sans-abris sont conduits hors de Paris, des bénévoles sont des salariéEs déguisés,

sans parler des salaires déliants des membres du comité d'organisation, ou encore le passage du ticket unitaire de métro à 4 euros...

Ces Jeux innoveront par l'utilisation, sans précédent dans une société dite démocratique, d'outils technologiques de surveillance de masse: QR codes pour se déplacer, drones, caméras à reconnaissance faciale. Enfin, l'opération de gentrification également à l'œuvre au travers des travaux de transport du Grand Paris (utiles en soi, avoir des transports en commun étendus et efficaces est un service public essentiel) montrera dans les années à venir son ampleur inédite.

De tels événements ne font pas l'objet de choix démocratiques, alors qu'ils impliquent toute la société. La façon dont ils sont imposés par en haut, sans tenir aucun compte des besoins et aspirations des populations directement concernées, ni des conséquences à court et long terme sur leurs conditions de vie, en dit long sur nos sociétés. Si nous ne sommes pas opposés par principe à l'organisation d'événements populaires autour du sport, leur conception par les capitalistes et les politiciens à leur service ne sont pas les nôtres.

Y. S.

La France médaille d'or du travail gratuit

Les Jeux olympiques ne pourraient pas avoir lieu sans les 45 000 bénévoles embauchés par Paris 2024. Les syndicats y voient les signes d'une fraude massive, avec l'aval du gouvernement.

Dans son Guide pratique à l'usage des organisateurs de grands événements sportifs, opportunément publié à quelques mois de l'évènement, le ministère du Travail offre en effet un véritable mémento listant les trucs et astuces pour éviter d'avoir à appliquer le code du travail aux volontaires recrutés pour l'occasion. Outre l'économie sur les salaires, cotisations et frais de transports, Paris 2024 va s'affranchir de la réglementation sur les accidents du travail, dont la prise en

charge reposera non sur la Sécurité sociale mais sur les assurances privées souscrites (ou pas) individuellement.

Du bénévolat avec lien de subordination, ça s'appelle du salariat

Pourtant les indices du travail dissimulé sont flagrants. Ainsi, les missions sont précisément définies et soumises à formation obligatoire; le port de l'uniforme est imposé; une durée minimale d'engagement est exigée; le travail sera encadré par des chefs d'équipe; la durée des

missions et les horaires de travail ne sont pas libres et feront l'objet de plannings impératifs; l'accréditation ou l'uniforme pourront être retirés en cas de violation de la charte du volontariat, qui ressemble furieusement à un règlement intérieur. C'est tout l'inverse du vrai bénévolat: celui-ci doit reposer sur le bon vouloir de la personne qui peut venir et partir quand elle le choisit, sans lien de subordination avec le bénéficiaire.

Cerise sur le gâteau, le travail des volontaires va profiter

à des entreprises privées comme Omega, horloger de luxe et chronomètreur officiel. Les missions de notation, de chronométrage, de tableau d'affichage et de statistiques seront ainsi exercées bénévolement, alors qu'elles sont intrinsèques aux Jeux olympiques fondés sur la comparaison des performances.

Prêt de main-d'œuvre

De son côté, Sanofi, un des sponsors des Jeux qui accueillera les flammes olympique et paralympique dans quatre de ses sites, fournira le plus

Sanofi, un des sponsors, fournira le plus gros contingent de bénévoles recrutés parmi... ses propres salariéEs

gros contingent de bénévoles, avec 2024 volontaires recrutés parmi... ses propres salariéEs, qui exerceront leurs missions en partie sur leur temps de travail et en partie sur des congés payés accordés pour l'occasion! Outre le fait que le code du travail interdit de travailler pendant ses congés (puisque'il s'agit de repos), la mise à disposition de

salariéEs au bénéfice d'une autre structure qui va en tirer profit peut caractériser le prêt de main-d'œuvre, voire le marchandage.

Paris 2024 compte sans doute sur l'esprit olympique de bénévoles, priéEs de ne pas gâcher la fête par des revendications ou actions judiciaires intempestives. Pourtant, selon les syndicats, la rémunération de 45 000 personnes à temps plein pendant un mois au SMIC n'aurait coûté que 100 millions d'euros et 1% du budget des Jeux olympiques. Mais les valeurs de l'olympisme s'arrêtent manifestement là où commencent les droits sociaux.

J. D.

LGBTI Une première mobilisation réussie contre l'offensive transphobe!

Ce weekend, des manif et rassemblements ont eu lieu dans une cinquantaine de villes dans toute la France et même en Belgique contre l'offensive antitrans menée par la droite et l'extrême droite.

Plus de 10 000 personnes sont descendues dans la rue à l'échelle nationale ce weekend. Nous étions au moins 2500 à Paris, 800 à Montpellier, 500 à Rennes, 700 à Strasbourg, mais aussi 120 à Orléans, 200 à Angoulême ou à La Rochelle, 300 à Lorient, 400 à Tours, etc.



À Rennes, le samedi 4 mai pour dire non aux transphobes

Avec le soutien du mouvement ouvrier

Plus de 1800 organisations et personnalités ont signé la tribune « Attaques contre les droits trans et reproductifs : n'attendons plus, faisons front ! » et ont appelé à se mobiliser les 4 et 5 mai. Ces rassemblements et manif étaient également appelés par des partis politiques dont le NPA, LFI mais aussi des syndicats comme la CGT et Solidaires. Un tel soutien venant du mouvement ouvrier aurait été inenvisageable quelques années auparavant. Ce fut un succès inattendu mais nous ne devons pas nous arrêter là. Nous devons continuer le mouvement, et faire qu'il soit dirigé par les personnes trans elles-mêmes.

Des semaines de mobilisation à venir

De nouvelles dates d'action émergent : le 17 mai (Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie), les 25 et 28 mai, jour où sera examiné le projet de loi contre les mineurs trans au Sénat.

Parce que nous ne voulons pas revivre l'expression d'une nouvelle Manif pour tous dix ans après, nous continuerons à prendre la rue. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de répondre aux réacs. Le statu quo actuel ne nous convient pas, et ce mouvement doit être l'occasion de gagner de nouveaux droits. La campagne « Juge pas mon genre » — portée par Toutes des Femmes pour obtenir le changement d'état-civil libre sur simple demande — ainsi que la proposition de loi pour obtenir ce changement d'état-civil déposée par Mélanie Vogel, sénatrice EÉLV, vont en ce sens.

Investissons les AG, les prides, et que le mot d'ordre soit à la contre-offensive et à la conquête de nouveaux droits!

Commission LGBTI

1 – <https://www.politis.fr/articles/2024/04/attaques-contre-les-droits-trans-et-reproductifs-nattendons-plus-faisons-front/>
2 – <https://jugepasmongenre.fr/>



La manifestation à Paris dimanche 5 mai pour les droits des personnes trans. DR

ÉDUCATION NATIONALE Les divagations de Belloubet et la colère dans la rue

Alors que la colère des enseignantEs mobiliséEs contre le choc des savoirs et pour un plan d'urgence dans le 93 n'est toujours pas retombée, Belloubet s'est illustrée par un spectaculaire cafouillage sur la question du paiement des heures supplémentaires...

Sans doute désireuse de jouer à la bonne élève du gouvernement, la ministre de l'Éducation nationale avait ordonné aux rectorats, lundi 29 avril, de geler l'attribution des heures supplémentaires et des indemnités pour missions particulières. Une façon de répondre à l'injonction faite par son collègue Bruno Le Maire de trouver 692 millions d'économies sur le budget de son ministère.

Rétropédalage sur les heures supplémentaires

Il y aurait beaucoup de choses à redire sur ces heures supplémentaires, qui correspondent à la logique du « travailler plus pour gagner plus » chère à Sarkozy, et qui servent même parfois de caisse noire aux chefs d'établissement afin de récompenser les profs les plus dociles. Il n'empêche que leur suspension aurait signifié que beaucoup de collègues se seraient retrouvés à travailler bénévolement ou à stopper brutalement certaines tâches ou projets pourtant pertinents du point de vue pédagogique. C'est donc assez logiquement que cette décision a suscité une énorme vague de colère dans les salles des profs, et encore plus chez les chefs d'établissement. D'un point de vue tactique, c'était pour le moins maladroit de s'aliéner ainsi la frange la plus coopérative de ses



NPA-L'ANTICAPITALISTE

personnels, surtout dans une période d'aussi grandes tensions dans l'Éducation nationale. Il aura donc fallu moins de 48 heures pour que le gouvernement fasse un spectaculaire demi-tour en annonçant, alors que les syndicats défilaient encore dans les cortèges du 1^{er} Mai, que les moyens supprimés seraient rétablis. Nicole Belloubet, croyant bien faire, subit donc un nouveau camouflet et ressort de cet invraisemblable épisode encore plus discréditée.

Dans le 93, toujours mobiliséEs

On espère que cela la poussera à un peu moins de mépris vis-à-

vis des personnels mobilisés et qu'elle accèdera à la demande de l'intersyndicale du 93 en la recevant une nouvelle fois le 15 mai prochain, et que cette fois ce sera pour faire de vraies annonces concrètes.

En attendant, les mobilisations continuent. Dans le 93, sans être tout aussi massif qu'avant les vacances, le mouvement pour un plan d'urgence tient le pari de la durée, avec encore une date de grève le jeudi 2 mai, un rassemblement organisé par les parents le dimanche 5, et de nombreuses soirées dans les écoles, de Montreuil à La Courneuve. Fort de plus de 100 000 euros dans sa caisse

de grève, le 93 a les moyens de continuer sa lutte. Et malgré le fait que toutes les académies ne sont pas encore rentrées, on bouge aussi ailleurs, comme en témoigne la casserolade qui a accueilli Nicole Belloubet à sa descente du train à Toulouse, ou encore les manifestations organisées à Paris et dans le 92 le samedi 4 mai.

Maintenir la pression et étendre à toutes les académies

Il y a en effet fort à faire face à la surenchère réactionnaire dans la politique éducative du gouvernement. Dernier épisode en date : la publication des programmes du choc des savoirs pour les cycles 1 et 2, de la maternelle au CE2. On y retrouve toutes les obsessions de Gabriel Attal : standardisation des méthodes, mépris du savoir-faire des enseignantEs, formatage des pratiques et des enfants, et tri des élèves dès leur plus jeune âge.

Il est donc plus que jamais nécessaire de maintenir la pression face à Attal et Belloubet. Les syndicats appellent à une semaine de mobilisation du 13 au 17 mai. Dans le 93, rendez-vous est donné le mardi 14 mai avec une grève que l'on espère massive. Et au-delà, même si la manifestation nationale du 25 mai aura pour intérêt de rassembler sur une même date profs et parents, on pourra difficilement se passer d'un appel à de nouvelles journées de grève.

Commission Éducation nationale

IMPÉRIALISME Soutien à Tran To Nga et aux victimes de l'agent orange

Le 4 mai, à la suite de l'appel de son comité de soutien et du Collectif Vietnam-Dioxine près d'un millier de personnes se sont réunies place de la République à Paris pour soutenir Tran To Nga.

Tran To Nga est une victime franco-vietnamienne de l'agent orange ayant intenté un procès depuis 2014 contre 14 multinationales de l'agrochimie dont Bayer-Monsanto et DowChemical pour leur rôle dans la production de l'agent orange, un défoliant employé par l'armée états-unienne particulièrement nocif et responsable de l'écocide que fut cette guerre par ses effets à long terme tant sur les terres que les corps empoisonnés, et cela, sur plusieurs générations.

Un procès historique

L'objectif de ce rassemblement était de soutenir Tran To Nga trois jours avant son procès en appel ayant lieu à la cour d'appel de Paris le 7 mai afin d'obtenir justice et réparation pour les millions de victimes de la part des entreprises complices d'écocide. Ces mêmes entreprises ont indemnisé les vétérans étatsuniens également touchés par le poison de la dioxine mais n'ont jamais



En soutien à Tran To Nga en lutte depuis dix ans pour la réparation et justice pour les victimes de l'agent orange. NPA

rien accordé aux victimes vietnamiennes en se déresponsabilisant systématiquement de leurs actions, démontrant clairement un racisme environnemental.

Soutien politique

Ce 4 mai, une large coalition d'organisations était présente pour montrer leur soutien à cette lutte. Des organisations politiques dont le NPA-l'Anticapitaliste, LFI, le PCF, EÉLV et RP, syndicales avec la présence de la CGT, Solidaires, mais aussi associatives avec l'Observatoire Terre-Monde, Extinction

Rebellion, La Ligue des droits de l'Homme, COAADER, Combat Monsanto, Action Justice Climat et Youth for Climate.

Par ailleurs, la plupart des organisations et des manifestantEs présentEs n'ont pas manqué de souligner l'écho avec la situation actuelle en Palestine subissant également une guerre chimique au phosphore blanc face à l'armée coloniale d'Israël. L'occasion pour nous d'y ajouter notre voix et de rappeler que le Vietnam a vaincu et que la Palestine vaincra!

Tiana Anoir

Culture

TÉMOIGNAGES Maternités : miracles et malédictions, de Noémie Fachan

Noémie Fachan aka @maedusa_gorgon Hatier, 2023, 160 pages, 21,90 euros.

Dans le cabinet de « gorgonologie » — quelque part entre la gynécologue, la psy, l'amie... — se succèdent les patientEs et les histoires, chacune venant remettre en question l'image que nos cultures et nos sociétés ont formée de la parentalité. Au travers de ces « Portraits pour questionner les injonctions à la parentalité », l'auteurice nous conduit à reconsidérer les choix qu'on croyait nôtres quant au désir d'enfant et le regard qu'on peut porter sur la grossesse, l'éducation, la contraception et bien plus.

Désir et injonctions sociales

Maedusa-gorgon, la quarantaine approchant, sent peser sur elle le poids des attentes de ce monde... et les siennes. Au fond, a-t-elle un vrai désir d'enfant ou n'est-ce que ce que son éducation et notre société patriarcale lui ont appris à penser ? Comment faire le tri entre ses propres besoins, ressentis, et le formatage inconscient auquel nous sommes toutEs confrontéEs ? Pour faire le point, elle nous emmène avec elle traîner discrètement l'oreille lors des consultations de 19 personnes, inspirées de témoignages réels, venues parler charge mentale, discrimination, dangers de la grossesse, épuisement, fausse couche, dépression...

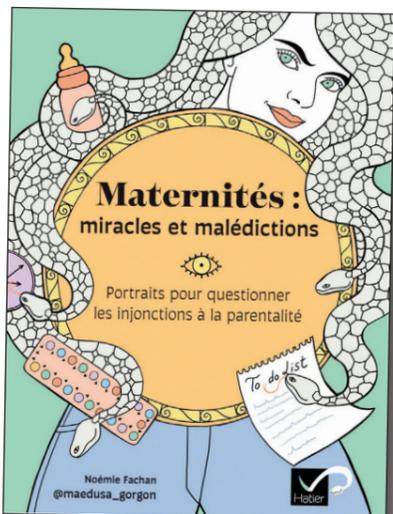
Non contente de nous imposer, particulièrement à nous les femmes, le désir d'enfanter — « tu ne veux pas d'enfants ? Tu changeras d'avis plus tard », « Tu n'as juste pas rencontré le bon partenaire », etc. — ce monde attend que nous soyons des parents parfaits.

Contradictions

Spoiler : mission impossible. D'abord, nous n'aurons jamais le bon nombre d'enfants. Ceux qui ont enfanté un ou deux marmots le savent, on nous demande toujours quand est prévu le suivant. Ceux qui ont fait le choix d'en avoir plus le savent aussi, dès le troisième, c'est trop. Quoi qu'on fasse, on n'a jamais bon. Ensuite, il faudrait que les mères arrêtent de travailler dans une société qui pourtant dénigre les femmes au foyer. Il faudrait maîtriser l'éducation positive, mais quand on le fait on devient laxiste. Il faudrait tout gérer, tout le temps, et ne jamais se montrer fatiguéE, parce qu'après tout, la parentalité, ce n'est que du bonheur !

Avec son regard bienveillant, engagé et plein d'humour, Noémie Fachan nous aide à prendre du recul sur nos choix de vie, voire nos défaillances parentales, et nous permet de remettre en question nos propres comportements inconscients. Un livre à faire lire à toutEs, parents ou non, pour avancer un peu vers des maternités joyeusement et sereinement imparfaites !

Cyrielle L.A.



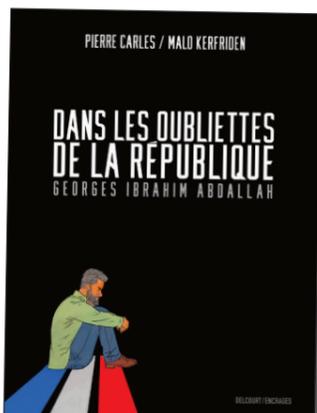
BD Dans les oubliettes de la République. Georges Ibrahim Abdallah, de Pierre Carle et Malo Kerfriden

Éditions Delcourt, 2024, 128 pages, 21,90 euros.

À la suite d'une rencontre avec Isabelle, militante bordelaise du comité pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Pierre Carle a voulu aider la campagne de soutien en faisant un film documentaire, et en produisant cette BD avec le dessinateur Malo Kerfriden.

Les conflits au Proche-Orient dans les années 1980

Il ne s'agit pas de raconter seulement l'histoire du plus ancien prisonnier politique de France et d'Europe, de cette injustice, de ce scandale d'État qui revient à enfermer un militant communiste révolutionnaire, sans preuve de son implication dans des attentats des années 1980. Tout commence il y a un peu plus de 40 ans, au moment de conflits armés avec Israël (déjà ?) qui envahit le Liban : ce sont les massacres de villages et camps de réfugiés de Sabra et Chatila, c'est l'Irak de Hussein qui déclare



la guerre à l'Iran. Des Libanais mènent alors une lutte de résistance armée pour leur liberté. Et du côté de l'Europe, de la France, ce sont les tractations, les manœuvres diplomatiques, des services secrets, les agissements à distance des pays impérialistes comme la France. Une vague d'attentats se produit en France, et c'est Georges qui est visé, accusé, emprisonné

dans un processus policier et judiciaire trouble. Depuis, Georges, pourtant libérable depuis plus de vingt ans, est toujours enfermé à Lannemezan (65). La BD montre l'acharnement de l'État français contre un militant, entre incompétences, malhonnêteté et répression politique à l'égard de celles et ceux qui se battent aux côtés des PalestinienNEs contre le colonialisme israélien.

Injustice, acharnement et oubli

Il y a l'État français qui cherche à satisfaire les exigences des États-Unis, qui font pression pour que le communiste libanais reste en prison à vie, et il y a ces « grands » médias français qui d'abord racontent n'importe quoi en reprenant les thèses policières mensongères (*le Monde* sous Edwy Plenel, *le Figaro*...) Ensuite, en négligeant cette sordide affaire, en la laissant dans les oubliettes, même les médias

spécialistes des enquêtes ne se penchent pas dessus.

Ce livre, qui rappelle et dénonce cette injustice, vient très bien en relais et en soutien de la bataille menée par de nombreuxEs militantEs impliqués dans plusieurs comités de soutien à Georges depuis des années, notamment dans l'organisation annuelle de la manifestation devant la prison de Lannemezan, pour montrer à Georges qu'une partie de la population ne l'oublie pas.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

SÉRIE Machine, de Thomas Bidegain et Fred Grivois

Série française. Saison 1 disponible sur Arte.tv jusqu'au 18 mai 2024.

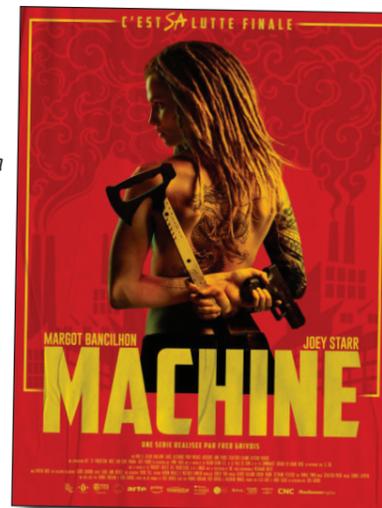
Primée au festival Série Mania, cette série en 6 épisodes allie de façon inattendue marxisme et kung-fu. L'action se déroule dans l'est de la France dans une usine de fabrication de machines à laver en passe d'être rachetée par des Coréens à un patron français. Cela met en conflit d'un côté des salariéEs partisans d'un bon accord de reprise au moyen notamment de la grève pour faire pression sur les négociations, et de l'autre ceux partisans de reprendre l'usine en autogestion « comme les Lip ».

Réformistes contre révolutionnaires, stalinien contre gauchistes... Le clivage est certes intéressant mais sa déclinaison commence plutôt mal, avec une charge quelque peu exagérée contre les délégués syndicaux partisans de la première voie. Ainsi la déléguée CGT interdit-elle à l'héroïne intérimaire l'accès à la cantine au prétexte que : « la cantine, c'est comme la lutte, c'est

réservé aux employés ».

En plus, lorsque le principal partisan de l'autogestion clame : « le patronat et les syndicats nous font croire que l'on a besoin d'eux, alors que c'est l'inverse » et « cette usine, elle est à nous ! », cela sonne ici paradoxalement presque libertarien, du genre : « À bas les syndicats, chacun peut créer sa boîte, pourquoi pas nous ! » Cependant, au fil des épisodes et de la lutte (qui fait évoluer les consciences, ce qui est raccord avec le marxisme), le scénario s'affine, les positions évoluent au gré des chocs entre les divers protagonistes : la déléguée CGT rejoint les autogestionnaires, l'héroïne intérimaire qui la jouait perso, mise sur le collectif, devient marxiste ou presque.

Le tout émaillé de citations de Karl Marx qui sonnent comme autant de punchlines : « Les



héros du peuple sont immortels » ou encore « Les dernières paroles sont pour les imbéciles qui n'ont rien dit de leur vivant ». Sans oublier une Internationale entonnée dans une église et de réjouissantes scènes de combat dans lesquelles les méchants, machos et/ou casseurs de grève et de rêve se prennent de bonnes mandales par l'héroïne. La série est déconseillée aux moins de 12 ans.

Au final, une pochade, qui se veut comme telle, inspirée notamment des films de Quentin Tarantino, ambiguë peut-être parfois mais qui, comme on dit, donne à penser. Et puis, argument décisif en sa faveur : le critique du *Nouvel Observateur* l'a descendue en flèche...

A. Lorenzati

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Strasbourg Succès pour la fête du NPA l'Anticapitaliste dédiée à la Palestine le 1^{er} Mai !

Ce ne sont pas moins de 220 personnes qui sont venues partager le barbecue traditionnel du NPA de Strasbourg. Cette affluence témoigne du travail mené par les militantEs du parti afin de préparer cet événement et montre que le NPA Strasbourg est une force qui compte et qui est reconnue dans le milieu militant strasbourgeois. C'est ainsi que des syndicalistes, des militantEs politiques avec notamment la



présence du député Emmanuel Fernandes de LFI de Strasbourg, des membres d'associations se sont



retrouvés pour échanger sur la situation politique et partager un repas convivial. La lutte continue pour

construire une alternative unitaire contre l'extrême droite et Macron et son monde. **CorrespondantEs**

PHOTOS NPA

HANDI-MOI TOUT « On a besoin des valides et ils ont besoin de nous, avec notre richesse d'opprimés en résistance contre le capitalisme »

Entretien. Créée en juillet 2022, l'association Handi-moi Tout occupe aujourd'hui une place incontournable dans la cuvette grenobloise. Collectif rassemblant des personnes en situation de handicaps visibles ou invisibles, ouvert aux familles, aux professionnels du secteur médico-social du handicap et aux valides, parce que certains handicaps peuvent « tomber sur n'importe qui ». Rencontre avec plusieurs membres de cette association dynamique qui commence à secouer les institutions locales et à bousculer différents acteurs du mouvement social.



Pourquoi cette association ?

C'est un lieu d'amitiés, de partages, de réflexions entre des personnes quels que soient leurs handicaps, une sorte de famille avec une force commune. Car l'énergie pour vivre qu'il te faut quand tu es handi est incroyable, il faut se battre sur tous les terrains, tous les jours : les ascenseurs en panne qui te laissent isoléE dans ton appartement pendant plusieurs jours, le fauteuil cassé qui ne sera remplacé que dans quelques mois et en attendant tu es immobiliséE complet, les guichets des administrations trop hauts, inaccessibles, la difficulté à être compris quand tu as des problèmes d'élocution...

L'énergie pour vivre qu'il te faut quand tu es handi est incroyable, il faut se battre sur tous les terrains, tous les jours

On veut sortir des galères individuelles et changer les choses en s'organisant. Riches de nos expériences, on partage nos colères, nos peurs mais surtout notre volonté d'agir. Avec Handi-moi Tout, on est solidaires quand l'unE d'entre nous traverse un mauvais moment, et on s'entraide pour s'engager parce que parfois c'est compliqué. On espère changer le rapport de forces.

Avez-vous des revendications ?

Plein. L'une des plus importantes est peut-être la reconnaissance de notre dignité, de notre parole, de notre droit à l'information et à la décision quand il s'agit de nos vies ! Certaines maladies non visibles mais très invalidantes sont encore assez mal connues dans le milieu médical, quand les personnes parlent de leurs souffrances, elles ne sont pas toujours entendues et parfois même culpabilisées. Et puis on ne veut pas être réduit à un « modèle standard de handicapé »... ça n'existe pas. Nous sommes touTEs différentEs comme le sont les valides. Le respect, ce serait aussi la fin des violences exercées contre nous toustes et particulièrement sur les femmes et les enfants handicapés qui sont deux fois plus



Les amis d'Handi-moi Tout. FACEBOOK

violentés que les autres, dans la famille, la rue mais aussi dans les institutions chargées de les accompagner.

Les personnes en situation de handicaps, 18% de la population française, ne sont pas représentées dans les institutions, peu d'entre elles sont conseillers municipaux et seuls trois députés siègent à l'Assemblée nationale. Notre situation n'est pas un sujet dans les programmes et les discours électoraux. Le seul qui en ait clairement parlé lors de la présidentielle, c'est Zemmour... pour dire qu'il fallait séparer les enfants handicapés des autres parce que ça faisait baisser le niveau !

On réclame nos droits, ceux à l'accessibilité des logements sociaux, des trottoirs, des commerces, des centres culturels, des services publics et des administrations... On rencontre la mairie, les bailleurs sociaux, les services sociaux. On se bat aussi pour une augmentation de l'AAH (allocation adulte handicapé), revalorisée à 971,37 euros pour une personne seule, c'est-à-dire toujours nettement au-dessous du SMIC. Quant à espérer une retraite correcte, faut pas rêver c'est le minimum vieillesse pour touTEs ! Pour un accès à l'éducation des enfants en situation de handicap, car seuls 10% d'entre eux sont scolarisés. On veut une éducation de qualité, inclusive, avec du personnel formé, traité et salarié correctement. Un réel droit au travail aussi, aujourd'hui 20% d'entre nous sont au chômage (7,5% en moyenne pour l'ensemble de la population active, selon l'Insee), les patrons du privé doivent embaucher 3% de personnes handicapées et 6% dans le public, sinon, ils sont condamnés à payer une amende, bien trop faible pour être incitative !

Vous vous battez seulEs ?

Non, les handicapés ont les mêmes problèmes que notre classe dans la société mais multipliés par 1000 ! On est même au carrefour des problèmes, c'est pour cela qu'on est très concernéEs par les luttes et leur convergence. Des exemples ? On a été dans toute la lutte contre la réforme des retraites de Macron avec les salariéEs et les syndicats, sur les actions dans la santé en général et sur la psychiatrie en particulier avec les personnels de santé. Sur les questions du mal-logement notamment sur les ascenseurs, mais aussi contre l'augmentation des charges et des loyers, le manque d'entretien et le manque de logements sociaux adaptés avec le DAL. Nous manifestons régulièrement avec les travailleurEs sociaux pour les soutenir mais aussi parce qu'on a besoin qu'ils soient en quantité suffisante et avec des métiers non dévalorisés. Ou contre la loi Darmanin parce qu'être handi et migrant c'est vraiment impossible. Et bien sûr contre les violences faites aux femmes. Pour la gratuité de nos biens communs aussi. On a besoin des valides parce qu'on est fragiles dans cette société et ils ont besoin de nous, avec notre richesse d'opprimés en résistance contre le capitalisme. Sinon, on fait de l'autoformation ouverte, autour de la question du lien entre capitalisme et validisme notamment. Des syndicats, des associations ou des partis nous demandent de venir parler de l'antivalidisme. C'est enrichissant pour tout le monde.

De temps en temps, on fait une soirée ciné-débat, on est toujours très nombreux. La prochaine est le 25 mai, autour du film *La Sociale* de Gilles Perret.

Une lutte vous a-t-elle marquéEs en particulier ?

Oui, celle de la trentaine de femmes de ménage (et quelques hommes) en grève chez Elior Derichemont. Une douzaine

On fait de l'autoformation ouverte, autour de la question du lien entre capitalisme et validisme notamment

d'entre elles et eux venaient d'apprendre leurs mutations d'office au CHU et dans les Ehpad locaux. Mais leur travail consiste à effectuer le nettoyage des bureaux des administrations. Aussitôt elles se sont mises en grève, soutenues par la CGT. Pour la dignité, elles ne voulaient pas être traitées comme des paquets qu'on déplace. De plus, sans formation professionnelle sur la prise en charge physique et parfois morale des personnes en situation de handicaps permanents ou temporaires, elles estimaient ces mutations dangereuses pour leur santé et pour celles des personnes malades. Elles savaient aussi qu'il n'y aurait pas de remplaçantes dans les bureaux et que la charge de travail sur celles qui restaient allait encore augmenter. Et pourquoi chambouler tout un équilibre de vie, augmenter les temps de transport et le stress qui va avec pour un patron qui veut juste faire des économies sur votre dos ! Au bout de trois semaines de grève, elles ont gagné, les mutations ont été annulées, Elior a délogé. Une belle lutte bien déterminée et qui mettait aussi en lumière nos intérêts communs ! Elles ont encore continué trois semaines la grève pour le paiement des journées, hélas le patron très en colère n'a pas cédé ! Toutes nos solidarités et nos espoirs ont joué à plein !

Propos recueillis par Roseline Vachetta

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n° 155 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

l'Anticapitaliste



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org